



Brèves économiques pour le Mexique, l'Amérique centrale et les Caraïbes

Semaine du 16 au 22 janvier 2020

Mexique

2018 – PIB : 1223 Mds USD | Pop : 125 M hbts

Relations avec les États-Unis

Le nouvel accord commercial entre le Mexique, les États-Unis et le Canada (T-MEC) a été ratifié par le Sénat étatsunien le 22 janvier dernier. Cette ratification intervient après deux ans de négociations. La signature du président D. Trump, nécessaire à l'entrée en vigueur, devrait intervenir dans le courant de la semaine prochaine. Le parlement canadien doit lui aussi ratifier le traité lors de la reprise de son activité, le 27 janvier prochain. La classe politique et économique mexicaine a accueilli positivement cette ratification, considérant qu'elle contribue à la baisse de l'incertitude et au retour des investisseurs au Mexique.

Économie

Le consensus des économistes mexicains atteint 1 % pour 2020 dans l'enquête réalisée par Citibanamex en décembre dernier. BNP Paribas maintient l'estimation la plus faible pour 2020, à 0,6 %. L'estimation la plus élevée est celle de la 1^{ère} banque du pays, BBVA, à 1,5 %. Les économistes prévoient par ailleurs un abaissement de 25 pdb du taux directeur de Banxico lors de la prochaine réunion de politique monétaire du 13 février (à 7,0 %). Ils s'attendent enfin à ce que le taux directeur de Banxico atteigne ainsi 6,5 % à la fin de l'année 2020. Les économistes prévoient par ailleurs 1,7 % pour 2021. **Le FMI a abaissé ses prévisions de croissance pour le Mexique de 1,3 % à 1 % pour l'année 2020.**

Le taux de change USD/MXN a atteint son plus faible niveau en 15 mois. La devise mexicaine a ainsi gagné 0,41 % sur la 3^{ème} semaine de janvier, se plaçant à la première position des devises les plus échangées dans le monde. Elle s'échangeait à 18,67 USD/MXN à son meilleur niveau de la semaine.

L'inflation a atteint 3,2 % sur la 1^{ère} quinzaine de 2020. Il s'agit de la plus forte hausse de l'inflation depuis la 1^{ère} quinzaine d'août dernier. Cette accélération de l'inflation est due à une hausse de la partie sous-jacente¹ de l'inflation, à 3,7 % g.a. L'inflation non-sous-jacente atteint 1,6 % g.a. L'inflation reste ainsi dans l'intervalle cible de la Banque centrale (Banxico, à 3 ± 1 %).

Le Mexique a reçu 35 Mds USD d'Investissement Directs Étrangers (IDE) en 2019, une tendance positive alors que les autres pays d'Amérique latine et émergents ont connu des flux stagnants ou en baisse. Selon le rapport de la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED), le Mexique reste ainsi le 2^{ème} pays récepteur d'IDE de la région, après le Brésil.

¹ Excluant la partie de l'inflation reflétant les évolutions de prix exogènes et de forte volatilité (notamment le prix des hydrocarbures).

La prime de risque de la dette a diminué et retourne à des niveaux que le Mexique n'avait pas atteints depuis 2014. La valeur des *Credit Default Swaps (CDS)*, qui couvrent l'investisseur contre un risque de défaut du Mexique sur sa dette souveraine, a ainsi diminué et atteint 80 points. Les analystes mettent en avant la politique monétaire prudente, la lutte contre l'inflation et l'appréciation du MXN comme des éléments ayant contribué à l'amélioration de la prime de risque. À noter que depuis l'émergence d'un accord Chine-USA, la valeur des CDS de nombreux pays émergents a baissé. Par ailleurs, le niveau de l'indice de risque pays calculé par J.P. Morgan atteint 175 points, soit son niveau le plus bas depuis octobre 2018.

Les retraits sur les pensions de retraite mexicaines pour cause de chômage ont augmenté de 17,5 % en 2019 vs. 2018. Les montants retirés sont 22 % supérieurs à ceux enregistrés en 2018. L'augmentation des retraits est la plus forte depuis 2009, année durant laquelle les retraits ont augmenté de 160 % vs. 2008. Pour mémoire, les créations d'emplois ont baissé de 48 % en 2019.

Le Mexique a gagné 8 places dans le classement de perception de la corruption de *Transparency International*. Le Mexique est 130^{ème}, sur 180 pays classé par l'ONG. La Guinée, les Maldives, le Mali, le Myanmar et le Togo sont également classés à la 130^{ème} place. En Amérique latine, le Brésil est 106^{ème}, la Colombie 96^{ème} et le Chili 26^{ème}. Le Mexique a un classement meilleur que le Paraguay, le Venezuela, le Nicaragua, le Honduras, le Guatemala, la République dominicaine et Haïti.

Le Mexique est le 58^{ème} pays en termes de mobilité sociale, sur 82 pays analysés par le Forum Économique Mondial. Le Mexique est devant le Brésil (60^{ème}) et le Honduras (74^{ème}), mais derrière le Chili (47^{ème}). Le Mexique est 32^{ème} pour le sous-indice quantifiant les opportunités pour trouver du travail, et 45^{ème} pour l'accès à l'éducation. Il est toutefois particulièrement mal classé pour ses institutions et les conditions de travail (71^{ème} et 70^{ème} respectivement).

Finances publiques

Le Ministère des Finances a réalisé son premier *swap* de dette de 2020. Le gouvernement a ainsi échangé 49,9 Mds MXN (2,65 Mds USD) de *Bonos M* et de *Unibonos* à échéance en 2020 et 2022 contre 48,1 Mds MXN (2,56 Mds USD) de ces mêmes instruments de dette à échéance entre 2023 et 2050. La demande totale a été 1,8 fois supérieure à l'offre. L'opération permet de restructurer l'échéancier financier du gouvernement fédéral mexicain.

La nouvelle directrice de l'administration fiscale mexicaine, R. Buenrostro, a présenté ses axes de transformations pour la fiscalité mexicaine (ABC) : - **A**ugmenter l'efficacité de la collecte fiscale pour atteindre 20 % du PIB (aujourd'hui 16 %) via une augmentation de la collecte actuelle de 25 % ; - **B**aissier l'évasion et la fraude fiscale via la lutte contre l'émission de fausses factures ; - **C**ombattre la corruption. Elle a toutefois précisé que ces transformations se feront sans le « terrorisme fiscal » dénoncé par certaines organisations du secteur privé mexicain.

Entreprises et grands contrats

PEMEX a émis 5 Mds USD de dette sur les marchés internationaux afin de refinancer des obligations arrivant à échéance. L'offre a déjà reçu une demande très largement supérieure au montant émis, démontrant l'intérêt des marchés pour les titres de l'entreprise publique mexicaine. PEMEX a émis des obligations à 11 ans (rémunérées à 5,95 %) et des obligations à 40 ans (rémunérées à 6,95 %). Cette offre a reçu 25 Mds USD de demande, soit 5 fois plus que le montant émis. L'opération, pour laquelle PEMEX a reçu l'appui

de huit banques internationales – dont la Française BNP Paribas – n’a pas augmenté la dette de PEMEX, qui s’élève à plus de 100 Mds USD. Pour mémoire, PEMEX est l’entreprise pétrolière la plus endettée du monde.

Si la production de pétrole du Mexique a baissé de 7,2 % sur l’année 2019, la production s’est stabilisée sur la fin de l’année, atteignant son meilleur niveau de l’année en décembre. Il s’agit de la production de pétrole la plus basse depuis 1979 et 7,9 % inférieure à la cible fixée par le ministère des finances dans ces prévisions macroéconomiques pour l’année. Si, ces bons résultats n’ont pas permis de compenser la baisse du début d’année. Toutefois, la production totale d’hydrocarbures au Mexique (incluant notamment le gaz) a augmenté de 1,1 % sur l’année.

Un tiers des stations-essence mexicaines n’appartiennent pas à PEMEX en janvier 2020. Ainsi, 4 ans après la mise en concurrence du secteur de la vente de détail de carburant, Hidrosina, Oxxo Gas, G500 et Exxon Mobil comptent 4 000 stations-essence. L’attractivité du marché a vu apparaître de nouvelles marques comme Orsan, G50 et une présence accrue de marques étrangères (16 % des stations), avec notamment Total, Shell, BP et Repsol.

Indicateur	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau du 22/01/2020
Bourse (IPC)	+2,6 %	+4,4 %	45 604 points
Taux de change USD/Peso	-0,6 %	-1,8 %	18.69 USD/MXN
Taux de change Euro/Peso	-1,0 %	-4,3 %	20,73 EUR/MXN
Prix du baril mexicain	-1,8 %	-0,4 %	53,43 USD

AMERIQUE CENTRALE	2018 – PIB : 268.2 Mds USD Pop : 49 M hbts
Costa Rica	2018 – PIB : 59 Mds USD Pop : 5 M hbts

Le gouvernement a repris les négociations avec l’Assemblée Nationale afin d’obtenir une nouvelle autorisation d’émission d’EUROBONDS d’un montant de 4,5 Mds USD et le financement par plusieurs bailleurs multilatéraux². Les députés ont conditionné l’approbation de nouveaux financements à une série d’exigences, notamment la présentation du plan annuel de la dette et le respect de la règle budgétaire. Pour mémoire, le gouvernement avait demandé au parlement l’émission de 6 Mds USD d’EUROBONDS en 2019, mais n’avait obtenu une autorisation que pour l’émission de 1,5 Md USD.

Guatemala	2018 – PIB : 79 Mds USD Pop : 17,2 M hbts
------------------	--

Le chômage a baissé en 2019 : il atteint 2,5 % en décembre 2019, vs. 2,8 % en décembre 2018. Toutefois, 70 % du marché du travail est informel au Guatemala, limitant fortement la portée de la statistique concernant le chômage.

En 2019, le marché des assurances a augmenté son chiffre d’affaires de +7,4 % g.a, passant à 490 M USD selon l’Association Guatémaltèque des Institutions d’Assurances

² Banque Mondiale, Banque Interaméricaine de Développement (BID), Banque Centraméricaine d’Intégration Économique (BCIE) et la Corporation Andine de Développement (CAF).

(AGIS). L'indice de pénétration du marché en 2019 était de 1,2 % du PIB, contre 1,1 % en 2018. Une personne sur 5 disposerait d'une assurance vie.

La Corporation Financière des Etats-Unis pour le Développement International (DFC, anciennement OPIC) a déclaré vouloir investir 1 Md USD sur 3 ans dans le secteur privé guatémaltèque. Elle souhaite notamment investir dans les infrastructures, les PME, la modernisation des ports et aéroports. Ces investissements viseraient également à freiner la migration irrégulière et développer l'éducation et la santé. Des discussions entre les nouvelles autorités et la DFC sont en cours.

En 2019, plus de 43 700 entreprises ont été créées au Guatemala, selon le Registre du Commerce (RM), soit 6 000 de plus qu'en 2018. Selon le responsable du registre du commerce, cette évolution positive aurait été permise par les mesures mises en place pour accélérer les formalités administratives (notamment brevets électroniques et les réformes au Code du Commerce de 2017). Toutefois, les disparitions d'entreprises ont également progressé, passant de 3 200 en 2018 à plus de 7 5100 en 2019 (soit +134 %).

Honduras

2018 – PIB : 23,8 Mds USD | Pop : 9,4 M hbts

L'indice mensuel d'activité économique du Honduras augmenté de 2,6 % g.a. en novembre. Le rapport de la Banque Centrale du Honduras montre que cette croissance s'explique par le développement des secteurs de l'intermédiation financière, les assurances, les télécommunications, la construction et l'approvisionnement en électricité.

La dette externe hondurienne a crû de 5 % g.a, atteignant 9 Mds USD en novembre 2019, soit une croissance de 1,7 Md USD. 81 % de la dette externe est publique (7,3 Mds USD).

Nicaragua

2018 – PIB : 13,3 Mds USD | Pop : 6,3 M hbts

Le Nicaragua a acquis des parts de la Banque Centraméricaine d'Intégration Economique (BCIE) et de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD) pour un montant total de 227 M USD. Le gouvernement, via 2 décrets législatifs, va ainsi acquérir 204 M USD en actions de la BCIE et 23 M USD en actions de la BIRD. Les autorités nicaraguayennes visent ainsi à augmenter sa participation dans ces deux organismes. Pour mémoire, le Nicaragua est, comme les autres pays d'Amérique Centrale, fondateur de la BCIE.

La récession a entraîné une baisse d'environ 5 % des ventes dans le secteur des assurances en 2019 selon la Superintendance des Banques et Autres Institutions Financières (Siboif). Ainsi, secteur a généré environ 50,3 M USD de primes sur l'année contre 53,1 M USD l'année précédente.

L'inflation accélère au Nicaragua, à 6,1 % g.a. en décembre. Cette publication du point d'inflation suit plusieurs mois d'absence de communiqué par la Banque centrale du pays. Pour mémoire, l'inflation atteignait 3,9 % g.a. en décembre 2018.

Panama

2018 – PIB : 65,2 Mds USD | Pop : 4,2 M hbts

Les exportations de biens panaméens entre janvier et novembre 2019 se sont établies à 665.4 M USD, soit une hausse de 5,3 % g.a. Les exportations de bananes, pastèques, melons, farine et huile de poisson, café et viande bovine ont augmenté.

L'Autorité du Canal de Panama fait face à la baisse des précipitations, et doit trouver des sources d'eau pour les compenser. Avec une baisse 20 % des précipitations par rapport à la moyenne, 2019 a été la cinquième année aux précipitations les plus faibles des 70 dernières années. Le Canal a annoncé la perception d'une redevance pour l'utilisation d'eau douce à partir du 15 février 2020, solution de court terme.

Salvador

2018 – PIB : 26 Mds USD | Pop : 6,6 M hbts

L'agence de notation Fitch prévoit un déficit fiscal de 2,7 % du PIB pour 2020, en dessous des 2,9 % enregistrés en 2019. L'agence a réaffirmé la notation B- avec perspectives « Stables » fixée depuis juin 2019 et s'est montrée optimiste au regard de la récente approbation du budget 2020 par les députés.

La Banque Centrale de Réserve (BCR) estime que les exportations de biens ont généré 5,9 Mds USD en 2019, soit une croissance de +0,7 % par rapport à l'année précédente. Il s'agirait, selon la BCR, de la croissance la plus faible depuis 2015. Les exportations manufacturières (incluant les maquilas) sont estimées à 5,7 Mds USD pour 2019 (+0,4 %). Les plus grands importateurs de biens salvadoriens sont les Etats-Unis (42 % des exportations).. Les secteurs les plus dynamiques en termes d'exportations sont les secteurs alimentaire, du papier, des produits pharmaceutique, de chimie médicale et de produits botaniques. Les importations du Salvador ont atteint 12 Mds USD, soit une croissance de +1,6 %.

Les transactions de la bourse des valeurs intégrée du Panama et du Salvador ont progressé de 6 % en 2019, à 68 M USD. Un accord existant depuis 2017 permet aux investisseurs salvadoriens et panaméens d'investir sur les deux marchés respectifs.

La compagnie aérienne colombienne AVIANCA souhaite renforcer ses opérations au Salvador et proposer 23 destinations internationales depuis le hub de San Salvador. La compagnie souhaite notamment accroître ses vols depuis Bogotá et depuis San Pedro Sula.

CARAÏBES

2018 – PIB : 156 Mds USD | Pop : 27 M hbts

Cuba

2017 – PIB : 85,7 Mds USD | Pop : 11,3 M hbts

Cuba teste sa première centrale bioélectrique, qui produira de l'électricité grâce à la vapeur d'eau dégagée par la combustion de matières végétales (marabú et bagasse). Elle fournira l'ensemble de l'électricité nécessaire au fonctionnement de l'usine sucrière de Ciego de Avila. L'excédent en électricité sera ajouté au le réseau national. À terme, la centrale devrait permettre d'économiser près de 100 000 barils de pétrole par an, s'inscrivant ainsi dans la stratégie de diversification du mix énergétique du pays et de réduction de la dépendance vis-à-vis du pétrole et notamment du Venezuela, son principal fournisseur. Pour mémoire, les autorités ont un objectif de 24 % de production d'électricité issue de sources renouvelables d'ici à 2030.

Haïti

2018 – PIB : 9,5 Mds USD | Pop : 11,1 M hbts

La Banque mondiale est actuellement en mission en Haïti afin de rencontrer les chefs d'entreprises et d'étudier les projets d'investissement dans le secteur privé haïtien. G. Baker, VP de la Société Financière International (SFI³) en charge de l'Amérique latine et des Caraïbes, a indiqué que la situation complexe d'Haïti requiert l'action des organismes multilatéraux afin de stimuler l'emploi et la croissance.. Pour mémoire, la SFI a financé une

³ La SFI est la filiale de la Banque mondiale dédiée au financement du secteur privé.

centrale de production électrique en 2010 après un tremblement de terre, ce qui a permis d'augmenter la production d'électricité de 35 % à Port-Au-Prince. La SFI a également financé une plateforme microfinancière de partage des risques en 2019, en coopération avec la 1^{ère} banque haïtienne.

Jamaïque

2018 – PIB : 15,4 Mds USD | Pop : 2,9 M hbts

L'inflation atteint 6,2 % g.a. en décembre 2019, et sort de l'intervalle cible de la Banque centrale (5 ± 1 %). Pour mémoire, l'inflation atteignait 4,6 % g.a. en novembre. Cette accélération est associée à une augmentation de 1,5 % g.m. des prix du logement/électricité/gaz et de 0,5 % g.m. des produits alimentaires. Pour mémoire, l'inflation atteignait 2,4 % g.a. en décembre 2018. Elle n'est restée que 7 mois dans l'intervalle cible, après 5 mois d'inflation inférieure à la cible (12/18 à 04/19)

Le chômage poursuit sa baisse, à 7,2 % en octobre dernier, soit une baisse de 1,5 point de pourcentage en glissement annuel. La population active employée a crû de 2,4 % g.a, et la population active sans-emploi a baissé de 16,4 %. La baisse du chômage chez la population active féminine est par ailleurs deux fois supérieure à celle chez les hommes.

République dominicaine

2018 – PIB : 80,9 Mds USD | Pop : 10,3 M hbts

La confiance des entrepreneurs dominicains atteint 57,3 points au T3 2019, soit une baisse de 8 points par rapport au T2 2019. Si la tendance est préoccupante, l'indice reste supérieur à 50 points, signe d'une expansion de l'économie dominicaine.

L'Union Européenne appuiera le gouvernement dominicain via une subvention de 53,2 M USD (2,8 Mds DOP) visant à appuyer les réformes de la fonction publique pour le renforcement institutionnel, la transparence et la gouvernance démocratique. Pour mémoire, l'Union Européenne a fourni 11,8 M USD (626 M DOP) d'aide à la République dominicaine en 2019.

APPEL D'OFFRES : Le gouvernement de la République dominicaine a publié un appel d'offre pour l'acquisition de 500 000 passeports pour une livraison dans un délai maximum de 8 mois. Les passeports devront faire 88 mm * 125 mm en position fermée, avec des coins ronds et 48 pages intérieures. Ils devront respecter les prérequis 9303/1 de l'OACI. L'appel d'offre est ouvert jusqu'au 4 mars 2020. *Appel d'offre disponible [ICI](#).*

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Mexico.

Clause de non-responsabilité

Le Service Economique Régional de Mexico s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Publication du Service Economique Régional de Mexico

Ambassade de France au Mexique

Campos Eliseos 339, Col. Polanco

11560 MEXICO D.F.

Auteur : SER de Mexico

Avec le concours des Services économiques de Guatemala, de Panama, de Saint-Domingue et de Cuba

© DG Trésor

